

Que se passe-t-il réellement au Venezuela ? Questions fréquemment posées.

27 février 2014



Venezuela Solidarity Campaign

Au cours des dernières semaines, une vague de violence a provoqué 13 morts et 150 blessés au Venezuela. De nombreux rapports et des images trompeuses ont été relayés dans les médias internationaux, sans vérification, donnant l'impression d'une violence organisée par l'État contre des manifestants pacifiques. Ici nous répondons par des faits à des questions fréquemment posées, révélant une image très différente.

Qui a déclenché la vague de violence actuelle ?

Le 22 Janvier, un certain nombre de dirigeants de l'opposition ont exigé « l'éviction » (*La Salida*) du gouverneur élu du président Nicolas Maduro. Leopoldo Lopez, un homme politique de droite, est à la tête de cette faction de la coalition de l'opposition vénézuélienne et a déclaré que l'objectif était un changement de régime : « *il faut un changement complet ... de ceux qui sont au pouvoir ... Il est clair à présent que le problème n'est pas seulement Maduro, mais tous les dirigeants publics qui ont accaparé l'état* ». Il a ajouté que ce n'était possible qu'en « *entraînant les gens dans la rue* ». [i]

Au Venezuela, il existe une voie démocratique pour évincer le président au cours de son mandat - à travers un référendum révocatoire, et non par la violence des rues. Néanmoins, cette option a été écartée et les premiers incidents violents sont survenus peu de temps après cette déclaration.

Au début de février, à Tachira (un état voisin de la Colombie) la maison du gouverneur de l'Etat fut attaquée avec des cocktails Molotov, des pierres et des bouteilles par des partisans de l'opposition lorsqu'un groupe d'un maximum de soixante-dix personnes ont attaqué sa résidence officielle. 12 personnes ont été blessées, et le groupe aurait détruit le poste de garde de la police, détruit les portes principales et menacé sa femme qui était protégée par la police. Un bus de joueurs de baseball cubains a également été attaqué par des militants de l'opposition. Cibler les Cubains est symbolique car Cuba fournit au Venezuela des médecins en échange de pétrole - une des politiques sociales étroitement identifiées au gouvernement.

Il s'agit donc de politique et pas vraiment d'étudiants ?

Oui. La vague suivante d'incidents majeurs a eu lieu le 12 février, lorsque des milliers ont défilé pour célébrer la Journée Nationale de la Jeunesse. Toutefois, la majorité des élèves étaient présents ce jour-là dans différentes manifestations pour exprimer leur soutien au gouvernement, ou tout simplement pour célébrer la journée de la jeunesse, une fête nationale importante au Venezuela ; ils ne défilaient pas contre le gouvernement [ii].

Une petite minorité, comme c'est son droit, a utilisé la journée pour organiser des marches contre le gouvernement. Aucun commentateur sérieux n'a affirmé qu'il s'agissait de manifestations importantes et elles se

sont déroulées dans le calme. Mais plus tard dans la journée, une petite minorité a cherché à exploiter la situation et déclencher une vague de violence qui a provoqué les trois premiers morts, dont des partisans et des opposants au gouvernement, à la suite de ce qui a été décrit par le groupe de réflexion (*think-tank*) états-unien *Council on Hemispheric Affairs* comme « *une attaque violente de la rue à proximité du siège national du bureau du procureur de Caracas* ». [iii]

Comme le déclare le *Center for Democracy in the Americas* (Centre pour la démocratie dans les Amériques), il y a peu de doute que la violence ait été surtout provoquée par certains secteurs de l'opposition. [iv] La grande majorité des Vénézuéliens sont d'accord, les sondages d'opinion montrant que plus de 80 % estiment que les manifestations de l'opposition ont été violentes. [v]

Pourquoi des éléments de l'opposition de droite recourent-ils à la violence ?

Parce qu'ils n'arrivent pas à gagner par les urnes. La coalition électorale de l'opposition de droite, appelée MUD, a largement perdu les élections régionales et municipales de décembre. La coalition du président Nicolas Maduro a remporté 55 % des voix, avec une avance de 10 % des 1,2 millions de voix [vi]. La coalition de l'opposition a perdu quatre élections au cours des 16 derniers mois, dont deux depuis la mort de Hugo Chavez , un événement qu'elle pensait jouerait en sa faveur pour prendre le pouvoir.

Le dirigeant de l'opposition (et candidat aux deux dernières élections présidentielles) Henrique Capriles a présenté les élections de décembre comme un référendum sur le gouvernement - et l'opposition a perdu ce « référendum ». Par conséquence, ces politiciens qui défendent une stratégie par les urnes se retrouvent affaiblis. La première date possible pour un référendum révocatoire constitutionnel sur la destitution du président n'est qu'en 2016, alors ceux qui préconisent des voies alternatives pour évincer le gouvernement, comme par la violence, cherchent donc à prendre les devants. Alors que Henrique Capriles a serré la main du président Maduro en janvier, ce qui démontre non seulement une attitude plus conciliante mais constitue tacitement une reconnaissance de la légitimité de Maduro en tant que président, Leopoldo López et Maria Corina Machado ont tous deux adopté une ligne plus dure. Il faut noter que Capriles, tout en déclarant qu'il soutenait les protestations de l'opposition, a également directement condamné la violence, contrairement aux dirigeants de *La Salida*. [vii].

Les extrémistes de droite ont-ils déjà eu recours par le passé à la violence et à des moyens inconstitutionnels ?

Tout à fait. Des groupes d'opposition de droite au Venezuela ont employé des moyens inconstitutionnels dans le but de contrer les résultats des élections démocratiques depuis la création d'une nouvelle république au Venezuela en 1999.

Parmi ces moyens, on compte :

- le coup d'Etat militaire contre Hugo Chavez en 2002, qui a fait des dizaines de morts ;
- un *lock-out* des travailleurs du pétrole en 2003 qui a provoqué un effondrement de l'économie dans le but de renverser le gouvernement ;
- une vague de graves violences de rue en 2004 ;
- le refus de l'opposition de reconnaître la plupart des élections qu'elle a perdues (tout en reconnaissant celles qu'elle a gagnées, comme celles pour les gouverneurs locaux, par exemple) ;
- ainsi que la vague de violence qui a fait 13 morts parmi les partisans du gouvernement suite à l'élection présidentielle de 2013 [viii]

Est-ce que le gouvernement réprime et tue des manifestants pacifiques ?

Non. Contrairement à de nombreux reportages dans les médias, il n'existe aucune preuve d'une violence gouvernementale organisée ou d'arrestations de manifestants pacifiques. Contrairement à l'impression donnée par la plupart des médias internationaux, les morts ne se comptent pas tous dans les rangs des manifestants de l'opposition. La réalité est très différente. En effet, le gouvernement a à plusieurs reprises condamné toute violence et appelé à la paix et au dialogue avec toutes les forces.

Les meurtres

Au 25 Février, le procureur général a indiqué que 13 personnes avaient été tuées au cours des violences. Il n'existe pas de scénario standard dans tous ces décès. Ce chiffre tragique comprend à la fois l'assassinat de partisans du gouvernement, dont la toute première victime tuée par balle, et certains tués dans des manifestations de l'opposition, ainsi que d'autres tragiquement pris dans le cycle de violence.

- **Les fusillades** : A l'heure de rédiger ces lignes, les éléments à disposition indiquent que trois de ces 13 morts étaient des partisans de l'opposition, touchés au cours de manifestations. Il existe toutefois des rapports contradictoires sur les auteurs des coups de feu et de quel côté ils ont été tirés. En outre, un autre tir mortel a atteint le partisan du gouvernement et frère du député socialiste Francisco Martínez, abattu dans l'État de Lara alors qu'il tentait de dégager les restes incendiées d'une barricade à travers la route.

En ce qui concerne deux des personnes tuées au cours de la première journée de violences - un adversaire et un partisan du gouvernement - trois policiers militaires ont été arrêtés. Ce qui souligne le fait que nous ne sommes pas en présence d'une politique d'Etat visant à cibler les opposants du gouvernement. Le Président Maduro a laissé entendre que ces deux victimes avaient été tuées avec la même arme, renforcement ainsi la crainte que des éléments incontrôlés cherchent à créer de l'instabilité pour justifier une action. Le Président Maduro a également limogé le chef de la police militaire SEBIN pour avoir placé des agents dans les rues alors qu'il leur avait dit de « *ne pas sortir dans la rue* » et a dit qu'il « *ne protégera pas ceux qui tireront sur quelqu'un lors d'une manifestation.* » [ix]

- **Meurtres sur les barricades de l'opposition.** Au moins trois personnes, dont un procureur, ont trouvé la mort à la suite directe de violentes barricades de l'opposition. Les barricades qui ont provoqué morts et mutilations ont été mises en place sur les conseils d'un ancien général militaire et partisan de l'opposition, qui a conseillé de tendre du fil de fer barbelé à travers la route et (surtout) en hauteur pour blesser délibérément des partisans du gouvernement. [X] Au moins une personne a été égorgée par le fil tendu [xi]. Un autre homme a été poignardé en cherchant à passer à travers une barricade de l'opposition tandis qu'un partisan de l'opposition a été renversé par une voiture alors qu'il tentait de bloquer une route dans le cadre des manifestations (l'homme accusé de l'avoir renversé a été arrêté).

Autres violences :

La violence est très majoritairement dirigée contre le gouvernement, les bâtiments publics et les partisans du gouvernement. La caractère généralement anti-gouvernemental des attaques laisse supposer que les principaux coupables sont les éléments extrémistes de l'opposition. Il n'y a pas eu de violence contre un siège de l'opposition, un siège de télévision ou de journal soutenant l'opposition ni contre des symboles associés à l'opposition.

Parmi les armes trouvées sur les personnes arrêtées pour des actes de violence on compte des grenades , des mitrailleuses, des pistolets et des fusils. Une cache d'armes à elle seule, découverte la semaine dernière, contenait 360 bombes à essence, 420 armes à clous et 16 kilos de poudre à canon. [Xii] Le même ex-général militaire qui a conseillé sur la construction de barricades mortelles a également tweeté , « *pour mettre hors d'usage les véhicules blindés de la dictature* [càd les véhicules gouvernementaux ou les véhicules de partisans du gouvernement], *des cocktails Molotov devront être jetés sous le moteur* ».

De même, outre les coups de feu, des bombes incendiaires, des cocktails Molotov, des dalles de béton et autres projectiles sont toujours employés par les éléments extrémistes de l'opposition au cours d'une série d'actions violentes, dont :

- L'incendie - et des attaques contre – les transports en commun. Ceci inclut des autobus, dont 40 ont été attaqués avec les passagers et le personnel à bord, et 200 personnes ont reçu des soins médicaux.

- Le ciblage des bâtiments publics, dont : les centrales électriques ; l'immeuble du ministère des Transports (touché par des coups de feu), le siège de la Fiscalía General (Procureur général) ; la chaîne de télévision publique (canal 8) ; l'entreprise publique Banco de Venezuela ; des camions de l'entreprise d'état de denrées alimentaires PDVAL, transportant des aliments subventionnés ; des centres de santé et des universités publiques.
- Contre les médias associés au gouvernement et leurs journalistes. Plus particulièrement, le siège permanent et violent du bâtiment de la chaîne de télévision publique *Venezolana de Televisión*.

En outre, l'expert universitaire sur le Venezuela, Steve Ellner, a écrit que « *les maires de l'opposition à Caracas et d'ailleurs se sont abstenus d'utiliser leur force de police pour contenir la violence.* » [Xiii]

En revanche, le gouvernement a dit très clairement qu'il n'acceptera pas la violence et a promis de soutenir pleinement le procureur général dans l'enquête et la poursuite des auteurs des violences et des assassinats. [Xiv] En outre, s'exprimant le 15 Février, le président Maduro a dit qu'il allait condamner toute violence de la part des gens qui prétendent être ses partisans, en disant « *que ce soit clair : celui qui met un t-shirt rouge avec le visage de Chavez et sort un pistolet pour attaquer n'est pas un chaviste ou un révolutionnaire. Je n'accepte pas de groupes violents dans le camp du chavisme* ».

Arrestations : les militants de l'opposition d'extrême-droite tentent de présenter les personnes arrêtées pour cette violence comme des victimes de persécutions politiques, alors qu'elles ont été arrêtées pour des crimes. L'experte sur le Venezuela, Dr Julia Buxton, a remis les choses en contexte en rappelant que ces 30 personnes arrêtées le 12 Février l'avaient été pour des troubles graves, dont la construction de barricades, l'incendie de pneus et des attaques au cocktail Molotov [xv], alors que 153 étudiants avaient été arrêtés au Royaume-Uni au cours des manifestations de 2010 contre les frais de scolarité.

Qui a tout à gagner d'une vague de violence ?

David Smilde, membre éminent du *Washington Office on Latin America*, affirme :

« *Alors que Capriles avait serré la main de Maduro en Janvier, ce qui signifie non seulement une attitude plus conciliante mais une reconnaissance tacite de la légitimité de Maduro, Leopoldo López et Maria Corina Machado ont tous deux adopté une ligne plus dure et oeuvrent hors de la Mesa de Unidad Democrática (MUD)... Sans aucun doute, en termes politiques immédiats, le plus grand bénéficiaire de la violence d'hier [12 février] est López ...* »

« *Dit autrement, du moins vu de l'extérieur, le gouvernement Maduro n'est pas dans une position politique particulièrement vulnérable et il n'aurait aucun intérêt dans un tel contexte à organiser une violence contre une manifestation modeste d'étudiants. Une violence imputable au gouvernement est peut-être la seule chose qui pourrait unifier l'opposition à ce stade, et impulser une grande mobilisation anti-gouvernementale. De plus, la violence attirera forcément une attention internationale négative, ce qui renforcerait les discours sur l'« état voyou » que les critiques ont utilisé pour dépeindre le Venezuela au cours des quinze dernières années* ».

Smilde a ajouté dans un autre écrit que « *Avant ces événements, Lopez jouait les seconds couteaux pour Capriles ... Je pense que son but est de doubler Capriles. Les protestations des étudiants l'ont mis à l'honneur* ».

Alors que les partisans du gouvernement avaient largement remporté les élections de décembre, et que Maduro obtenait de bons taux d'approbation au cours des derniers mois, il semble que des éléments de l'opposition de droite engagés dans « *La Salida* » ont beaucoup plus à gagner de la violence que le gouvernement ou ses partisans.

Les événements actuels présentent-ils des similitudes avec le coup d'état militaire de 2002 ?

La version la plus préoccupante des interprétations des événements actuels est qu'il s'agit d'une tentative par des éléments extrémistes de l'opposition de reproduire les conditions qui ont conduit l'armée au coup d'état de 2002. En 2002, les dirigeants de l'opposition ont orchestré une vague de meurtres, dont des tirs de *snipers* sur les manifestants des deux bords, puis ont accusé le gouvernement et manipulé et falsifié des images pour justifier

qu'une partie de l'armée fasse un coup d'état, mais aussi pour désorienter la communauté internationale sur ce qui se passait.

Il y a des parallèles inquiétants avec l'actualité.

Le *Centre for Democracy in the Americas* a noté les nombreuses similitudes dans les attaques contre les bâtiments gouvernementaux, les incendies et les blocages des rues qui ressemblent aux manifestations de rue - « *guarimba* » - qui ont conduit au coup d'état de 48 heures en 2002. [Xvi]

Il a également été publié la conversation, enregistrée la veille de ces dernières violences, entre un ancien ministre des Affaires étrangères avant Chavez et un ancien vice-amiral qui discutent des plans de la violence [xvii] et de « *quelque chose de similaire à Avril [2002]* ». D'autres interrogations portent sur la possibilité que des agents provocateurs/officiers militaires voyous aient tiré sur les manifestants de l'opposition pour attiser de nouvelles vagues de violence. En réponse, s'exprimant le samedi 22 Février, le président Maduro a dit qu'il ferait en sorte de traduire en justice tous les membres des services de sécurité qui ont tiré de leur propre initiative sur les manifestants de l'opposition.

Il convient de noter aussi que les dirigeants actuels de la stratégie de « l'éviction » ont été profondément impliqués dans le coup d'état de 2002. Comme expliqué par le groupe de réflexion *Centre for Economic and Policy Research* basé à Washington, Leopoldo López et Maria Corina Machado ont appuyé le coup d'état de 2002 ; López a même été impliqué (lorsqu'il était maire de la région de Chacao) en supervisant l'arrestation du ministre de la Justice de l'époque, Ramón Rodríguez Chacín. La police a traîné Rodríguez Chacín hors de l'immeuble où il avait cherché refuge vers une foule en colère qui l'a physiquement agressé. Corina Machado était présente lorsque le gouvernement de Pedro Carmona, issu du coup d'état, a prêté serment et signé un décret de dissolution du Congrès démocratiquement élu, de la Constitution et de la Cour Suprême. [Xviii]

Súmate, une organisation créée par Machado, a reçu un financement substantiel de la *National Endowment for Democracy* à Washington et celle-ci a été fêtée par le président George Bush qu'elle a rencontré à la Maison Blanche.

Un autre parallèle est la manipulation des images médiatiques. De la désinformation a eu lieu en avril 2002 et dans d'autres incidents passés au Venezuela, notamment lorsque des séquences vidéos manipulées ont été utilisées pour fournir une justification politique au coup d'état [xix].

Les manifestations actuelles ont été accompagnées par une campagne de désinformation dans les médias sociaux pour tenter de dépeindre l'administration Maduro comme une dictature violente au lieu d'un gouvernement élu par le peuple. Des dizaines d'images qui circulent sur les sites de médias sociaux, soi-disant en provenance du Venezuela, se sont révélées être soit des faux, soit tirées du passé ou d'autres pays. Des photographies et des clips vidéo tirées du Chili, de l'Argentine ou de la Bulgarie, où des policiers répriment des manifestants et procèdent à des arrestations (dans leur pays respectifs) ont été diffusées et publiées comme des images du Venezuela, et une image largement diffusée montre la *Policia Metropolitana* de Venezuela en train de parquer des étudiants protestataires. La *Policia Metropolitana* fut dissoute en 2011. [Xx]

La vague de violence politique est-elle comparable à celle de l'Ukraine ?

Non. Bien qu'il y ait eu quelques incidents très violents, ils se sont produits dans quelques zones très limitées. Des informations concordantes indiquent qu'ils se sont produits dans seulement 18 des 335 municipalités. Le Président Maduro a souligné que toutes ces 18 municipalités sont sous l'administration d'un maire ou gouverneur de l'opposition démocratiquement élu, ce qui une fois de plus laisse entendre que la violence avait un objectif politique. Le ministre de l'intérieur, Miguel Rodríguez Torres, a dit que moins de 2000 personnes ont été impliquées dans les violences, sur une population de 30 millions de Vénézuéliens. [Xxi]

Par exemple, à Caracas, la plus grande ville du pays, la violence a été concentrée dans des zones comme Altamira et Chacao qui sont l'équivalent de South Kensington et Chelsea (*quartiers huppés de Londres, NdT*). Dans d'autres zones de Caracas, où vivent la majorité des pauvres, la situation est très différente. Comme rapporté par *BBC Mundo* :

« Il y a différentes avenues de la capitale où il est pratiquement impossible de faire cinq mètres sans apercevoir des traces d'incendie. Mais en vous rapprochant des quartiers les plus pauvres de la capitale, les barrios (ou favelas), les traces commencent à disparaître. Et la normalité de la vie quotidienne du quartier apparaît.

« Hein ? fut la réponse perplexe d'un homme près de Mamera, dans le sud-est de la ville, quand je lui ai demandé ce qu'il pensait des manifestations qui se produisaient depuis plus d'une semaine à Caracas et d'autres zones du pays. Sa réponse d'une syllabe a clairement montré son désintérêt et a marqué la fin de l'entrevue. ... C'est-à-dire qu'une partie du pays est agitée. Mais il y a aussi une autre partie qui ignore ou qui ne veut rien à voir avec ce qui se passe et beaucoup d'entre eux vivent dans les quartiers pauvres Les mêmes scènes se sont répétées tout au long du voyage que BBC Mundo a entrepris à travers les zones de Catia, 23 de Enero, la Quebradita et d'autres, qui ont plutôt tendance à soutenir le gouvernement. » [xxii]

La violence est la plus intense à San Cristobal, en bordure de la Colombie, où l'opposition est forte et dans la ville andine de Mérida, un autre bastion de l'opposition.

Est-ce que le gouvernement tente de museler l'opposition en arrêtant chef de la protestation, Leopoldo Lopez ?

Non, Leopoldo Lopez a été arrêté sur des accusations d'incitation à la violence et d'incendie criminelle, et non pas parce qu'il exprime des désaccords politiques avec le gouvernement. Ceci fait suite à la délivrance d'un mandat d'arrêt par le procureur général (Ministre de la Justice) - pas par le Président. Si un mouvement de protestation en Grande-Bretagne provoquait une vague d'actions conduisant à la violence et à de nombreux morts, les responsables de ces actions auraient à faire face à des accusations criminelles. Il en est de même au Venezuela, où il revient à la justice vénézuélienne de déterminer si Lopez est coupable ou non de ces accusations.

Il convient également de noter que Lopez ne représente qu'une infime fraction de l'opposition au Venezuela. L'opposition bénéficie d'un soutien électoral de l'ordre de 45 % , mais le parti de Lopez a reçu seulement 6 % des voix lors des élections municipales de décembre. Il y a littéralement des centaines de gouverneurs d'Etat, de députés, maires et conseillers de l'opposition qui s'opposent activement au gouvernement avec une totale liberté pour leurs activités politiques, avec le soutien de la majorité des médias qui sont majoritairement entre des mains privées et hostiles au gouvernement.

En outre , il y a eu de nombreuses petites manifestations de l'opposition au Venezuela au cours des dernières semaines, ainsi que des plus grandes, plus beaucoup d'activité de l'opposition dans les médias sociaux. Une distinction claire est donc tracée - au Venezuela , comme dans d'autres démocraties - entre, d'une part, le droit de manifester, de se réunir, de la liberté d'expression, et, d'autre part, l'usage de la violence.

Est-ce que le gouvernement censure toute couverture médiatique négative ?

Non. Contrairement à de nombreuses accusations fallacieuses, les manifestations ne sont pas ignorées par les médias vénézuéliens et les points de vues de l'opposition s'expriment vigoureusement à la télévision nationale, dans les journaux et dans les médias sociaux.

En prenant comme exemple la télévision, le média le plus influent, le *Centre Carter*, dirigé par l'ancien président américain Jimmy Carter, a trouvé sur la base d'un sondage d'Octobre 2012 à Mars 2013 que la télévision privée au Venezuela attirait environ 75 % des parts d'audience pour « *les événements clés dignes d'intérêt* », avec une part de seulement 25 % pour l'Etat. [xxiii] Il a également fait état d'une enquête de *AGB Nielsen* de 2013 sur toutes les heures de couverture entre Janvier et Juin 2013, qui trouvait que l'audience de la télévision d'Etat était de seulement 8,4% des téléspectateurs.

La couverture des médias privés est extrêmement favorable à l'opposition et critique du gouvernement. Par exemple, la plus grande station de télévision est *Venevisión*, détenue par le milliardaire magnat des médias Gustavo Cisneros et cette chaîne à elle seule capte environ 35 % d'audience des journaux télévisés lors des « *événements clés dignes d'intérêt* » . [Xxiv] Le groupe de réflexion CEPR basé à Washington a énuméré divers

longs entretiens accordés par cette chaîne aux dirigeants de l'opposition pendant les événements actuels, y compris au leader de l'opposition de la ligne dure María Corina Machado arguant que les gens ont le droit de renverser un gouvernement démocratiquement élu. [xxv]

Toutes ces chaînes de télévision, sauf une, ont continué à diffuser pendant les événements récents, y compris la station américaine CNN. La seule chaîne arrêtée fût la chaîne colombienne sur câble NTN24 pour des violations graves aux lois relatives à l'équité des médias - l'équivalent des normes de la radiotélévision en Grande-Bretagne. Il a également été largement rapporté que Twitter avait été coupé au Venezuela pour faire taire l'opposition. Ce qui est tout simplement faux, comme on peut le constater par l'énorme quantité de matériaux provenant des médias sociaux du Venezuela et relayés par les médias occidentaux.

Pourquoi le gouvernement accuse-t-il les Etats-Unis d'ingérence ?

Trois diplomates américains ont été expulsés le 16 Février pour s'être réunis avec les manifestants. Qu'ils aient été ou non directement impliqués dans l'organisation des événements actuels - et l'histoire de l'ingérence états-unienne en Amérique latine démontre que c'est certainement une possibilité - les États-Unis continuent d'injecter de l'argent dans l'opposition au gouvernement élu du Venezuela.

L'année dernière, *Wikileaks* a publié un câble de 2006, de l'ambassadeur des États-Unis au Venezuela de l'époque, William Brownfield, qui décrivait une stratégie en cinq points des États-Unis pour un changement de régime au Venezuela. Ces objectifs devront être atteints par le renforcement des « *institutions démocratiques* » et seront réalisés grâce au financement de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et son Bureau des Initiatives de Transition (OTI) [xxvi].

Eva Gollinger , avocate américano-vénézuélienne et auteure qui a révélé les câbles de la CIA décrivant l'implication américaine dans le coup d'état contre Hugo Chavez en 2002 , a décrit comment l'opposition a reçu d'énormes sommes d'argent sous couvert de « *renforcement des institutions démocratiques* » . Elle écrit :

« *Au cours d'une période de dix ans, de 2000 à 2010, les agences américaines, dont l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et son Bureau des Initiatives de Transition (OTI), installés à Caracas en 2002, ont canalisé plus de 100 millions de dollars aux groupes d'opposition au Venezuela. L'objectif global était un changement de régime. »*

À l'échelle de la population et la taille économique de la Grande-Bretagne, ce serait l'équivalent d'un versement via l'ambassade des Etats-Unis de 800 millions de dollars à des groupes d'opposition du Royaume-Uni pour influencer sur la politique du Royaume-Uni. Un montant à couper le souffle et un tel financement de l'étranger serait tout simplement interdit dans la plupart des pays. [NdT – en commençant par les Etats-Unis eux-mêmes.]

Ce financement se poursuit. Par exemple, le budget 2014 des Etats-Unis pour les opérations à l'étranger, à lui seul, indique un montant de 5 millions de dollars pour les groupes de l'opposition vénézuélienne. [Xxvii] L'importance de cet argent pour les partis de l'opposition est claire. Gollinger explique comment les dirigeants actuels de l'opposition « *ont été les principaux bénéficiaires du financement et soutien politique des États-Unis pour leurs efforts pour renverser Chavez, et maintenant Maduro. »* dont « *des fonds de démarrage pour les ONG Súmate de Machado et Capriles et le parti de droite de Lopez Primero Justicia. Quand Lopez s'est séparé de Primero Justicia en 2010 pour former son propre parti, Voluntad Popular, il a été financé par des dollars états-uniens* ».

De plus, les dernières déclarations du gouvernement états-unien condamnant Maduro pour les troubles actuels sont importantes car elles envoient à l'opposition vénézuélienne le message que Washington soutient une fois de plus un changement de régime. Ce silence contre la violence de l'opposition est interprétée par beaucoup dans l'opposition comme une carte blanche pour poursuivre *La Salida*. Kerry a fait la même chose en avril de l'année dernière. Lorsque Maduro a été élu président - et que le candidat de l'opposition Henrique Capriles a prétendu à tort que l'élection lui avait été volée - Kerry a refusé de reconnaître le résultat des élections. La vague de violence de l'opposition qui a suivi a fait 13 morts.

Quels sont les liens entre les dirigeants politiques de la droite et les étudiants ?

Le financement US s'est accéléré après la réélection écrasante d'Hugo Chavez en 2006. Les Etats-Unis se sont aussi réorientés vers de nouveaux groupes afin de construire une future opposition. Les groupes d'étudiants ont été une cible clé. Gollinger explique que le financement « *a été dirigé vers les jeunes et les groupes d'étudiants, y compris pour la formation à l'utilisation des réseaux sociaux pour mobiliser les militants politiques. Les leaders étudiants ont été envoyés aux États-Unis pour suivre des ateliers et des conférences sur le militantisme sur Internet et le réseautage des médias. Ils ont été formés à des tactiques de promotion d'un changement de régime par des émeutes et l'utilisation stratégique des médias pour dépeindre un gouvernement répressif* ».

De même, l'un des plus éminents experts britanniques sur le Venezuela, Dr. Julia Buxton, a expliqué qu'au cours des cinq dernières années « *des étudiants dans les universités du secteur privé sont devenus la nouvelle avant-garde de la « promotion de la démocratie ». En 2008, le Cato Institute aux États-Unis a décerné le Prix Milton Friedman pour l'avancement de la liberté, d'un montant de 500.000 dollars, au dirigeant étudiant Yon Goicoechea... Dans le même temps, une part non négligeable des 45 millions de dollars de financement fournis chaque année par les institutions des États-Unis à des groupes d'opposition vénézuéliens a été canalisée vers des programmes « de sensibilisation des jeunes ». Avec le soutien financier et la formation médiatique, le groupe d'étudiants d'opposition Juventud Activa Venezuela Unida (Javu) sont devenus bruyants et mobilisés ... et en 2013 les manifestations [de Javu] étaient organisées devant l'ambassade de Cuba, d'abord pour exiger le retour de Chávez de la chimiothérapie à La Havane puis ensuite pour contester le résultat de l'élection présidentielle d'avril* ».

Elle ajoute : « *Les protestations actuelles ... marquent le rapprochement du mouvement étudiant et des éléments radicaux du MUD. López et Machado ont organisé avec le leadership étudiant, en particulier les manifestations de 12 Février De son côté, le mouvement étudiant a adopté le mot d'ordre de « la salida » de López et Machado, en menaçant d'occuper les rues jusqu'à ce que Maduro quitte ses fonctions* ».

David Smilde du *Washington Office on Latin America* , explique que « *les appels de Leopoldo López pour des mobilisations pacifiques sont malhonnêtes alors que ses actes semblent créer intentionnellement les conditions pour une violence spontanée. Il est effectivement en train de placer les étudiants manifestants dans la ligne de feu pour promouvoir ce qu'il considère être les intérêts du pays. En l'absence de véritables propositions de gouvernement autre que d'obtenir la démission de Maduro, il semble que ses efforts pourraient bien se retourner contre lui comme l'ont fait les guarimbas [protestations violentes similaires] de 2004* ».

Est-ce que le gouvernement a tenté de dialoguer avec l'opposition ?

Oui. Le gouvernement a maintes fois préconisé le dialogue national pour résoudre à la fois la violence actuelle et répondre à des questions plus larges que certains manifestants pacifiques se posent sur des sujets tels que la criminalité et l'inflation. Le 19 Février le président Maduro a appelé à plus de discussions avec les groupes d'étudiants, en précisant qu'il est ouvert à « *un dialogue constructif pour définir les enjeux clés* ». Il a également réitéré des appels pour la paix et le dialogue, le 24 Février, lors d'une réunion du Conseil national fédéral, en présence de presque tous les gouverneurs, y compris des gouverneurs de l'opposition. Le Président Maduro a organisé pour le 26 Février une conférence nationale pour la paix et le dialogue.

En outre, le président Maduro a créé un mouvement pour la paix, dirigé par des artistes, des athlètes et des personnalités culturelles, en collaboration avec les communautés organisées, qui cherche à résoudre non seulement la situation chaotique actuelle, mais aussi les niveaux élevés de criminalité qui ont frappé le pays au cours des dernières années. Le gouvernement a également appelé ses partisans à manifester leur soutien à la paix, avec un certain nombre de très grands rassemblements.

En fait, depuis le résultat des élections de décembre, le président Maduro a organisé des pourparlers avec l'opposition pour trouver des moyens de travailler ensemble sur les questions urgentes auxquelles est confrontée le Venezuela. À cette fin, il a rencontré les gouverneurs et les maires d'opposition au Palais présidentiel à la fin décembre. Une autre série de réunions en janvier a abouti à une poignée de mains entre l'ancien candidat à la présidentielle et le leader de l'opposition, Henrique Capriles, le 7 Janvier. En fait, il est largement admis par nombre de commentateurs que c'est le début de ce dialogue qui a provoqué la dernière vague de violence par

des éléments extrémistes de l'opposition qui veulent empêcher le succès de ces pourparlers.

Conclusion

Le VSC (Venezuela Solidarity Campaign) estime que la violence déclenchée avec l'objectif proclamé d'« évincer » le gouvernement constitutionnel élu au Venezuela est inacceptable. Nous croyons en outre que l'intervention extérieure d'appui aux forces antidémocratiques, y compris par le soutien financier, ne peut que faire empirer les problèmes. Nous nous associons aux nations et organisations latino-américaines telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'Amérique du Sud (UNASUR) pour condamner la vague de violence déclenchée et soutenir les appels pour la paix et le dialogue pour mettre fin à toutes les nouvelles effusions de sang.

Venezuela Solidarity Campaign

(Grand-Bretagne)

Traduction « à faire lire de toute urgence aux connards de Canal + » par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.

[i] <http://venezuelanalysis.com/news/10329>

[ii] <http://venezuelanalysis.com/news/10346>

[iii] <http://www.coha.org/venezuelan-Government-shows-restraint-and-resolve-...>

[iv] <http://www.democracyinamericas.org/around-the-region-blog/caracas-conn...>

[v] <http://www.correodelorinoco.gob.ve/nacionales/encuesta-ics-853-venezol...>

[vi] <https://venezuelanalysis.com/news/10229>

[vii] <http://www.coha.org/venezuelan-Government-shows-restraint-and-resolve-...>

[viii] <http://www.cepr.net/index.php/blogs/the-americas-blog/violent-protests...>

[ix] <http://www.reuters.com/article/2014/02/23/us-venezuela-protests-idUSBR...>

[x] See the retired General's full quotes on Twitter at <http://venezuelanalysis.com/news/10391>

[xi] Retired General Angel Vivas, publicly promoted the use of wire at blockades in order to “neutralise” people on motorbikes. On 20 February Vivas tweeted ‘In order to neutralise criminal hordes on motorbikes, one must place nylon string or galvanised wire across the street, at a height of 1.2 metres’. He also tweeted, ‘to render armoured vehicles of the dictatorship [meaning Government vehicles or vehicles of Government supporters] useless, Molotov cocktails should be thrown under the motor, to burn belts and hoses, they become inoperative’. Other tweeters responded to his tweet about decapitating motorbike riders with further advice for the violent blockades, including suggesting that ‘a lot of oil be used in the streets, it is good for two things, they fall off, and it can set [things] alight’.

[xii] See the extraordinary photos here : <http://www.correodelorinoco.gob.ve/politica/vea-360-bombas-molotovs-16...>

[xiii] <http://venezuelanalysis.com/analysis/10377>

[xiv] <http://www.coha.org/venezuelan-Government-shows-restraint-and-resolve-...>

[xv] <http://lab.org.uk/venezuela-%E2%80%93-student-protests>

[xvi] <http://www.democracyinamericas.org/around-the-region-blog/caracas-conn...>

[xvii] http://www.youtube.com/watch?v=Et_bJkQHjJw

- [xviii] <http://www.cepr.net/index.php/blogs/the-americas-blog/violent-protests...>
- [xix] <http://www.cepr.net/index.php/blogs/the-americas-blog/violent-protests...>
- [xx] <http://lab.org.uk/venezuela-%E2%80%93-student-protests>
- [xxi] Interview (in Spanish) <http://www.noticias24.com/venezuela/noticia/224469/rodriguez-torres-qu...>
- [xxii] Spanish original can be seen at
http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2014/02/140221_venezuela_crisis_ba...
- [xxiii] http://www.cartercenter.org/resources/pdfs/news/peace_publications/ele...
- [xxiv] <http://www.cepr.net/index.php/blogs/the-americas-blog/does-venezuelan-...>
- [xxv] <http://www.cepr.net/index.php/blogs/the-americas-blog/does-venezuelan-...>
- [xxvi] <http://www.chavezcode.com/2014/02/venezuela-beyond-protests-revolution-is.html>
- [xxvii] <http://www.state.gov/documents/organization/208290.pdf>
- »» <http://www.venezuelasolidarity.co.uk/whatisreallygoingoninvenezuela/>